

VIOLENCES À LA FAC DE MONTPELLIER

La CGT exige vérité et justice

L'omniprésence de l'extrême droite, la montée des expressions de haine, racistes, identitaires et xénophobes, en France et en Europe, se traduisent régulièrement par des actes violents.

Jeudi 22 mars, au sein de l'Université de Montpellier, c'est un véritable commando de barbouzes qu'ont vu venir à eux les centaines d'étudiants réunis en assemblée générale, dans un déferlement de haine, de propos racistes et homophobes et de violence provoquant quatre blessés graves et plusieurs commotions.

Ces méthodes fascistes révèlent le véritable visage de l'extrême droite française.

Elle peut prendre différents noms, elle peut même en changer, ses pratiques restent les mêmes.

La CGT exige, de la part de la Ministre, madame Vidal et de la communauté universitaire, la condamnation sans réserve de ces agissements.

Des interrogations s'expriment fortement quant au rôle et à l'implication active du doyen de la faculté de Droit.

Toute la lumière doit être faite sur les responsabilités de chacun dans cette affaire.

Si cette collaboration ou d'autres étaient confirmées, ces faits graves et inédits appelleraient à des sanctions exemplaires de la part du président de l'Université, de la Ministre et de la justice.

Il en est de même des enquêtes qui doivent identifier les agresseurs afin de les traduire devant les tribunaux.

Actuellement, les syndicats locaux sont reçus par la préfecture.

Nous attendons que le Préfet assume toutes ses responsabilités.

Ces faits ne sont pas sans lien avec la montée en puissance de la contestation sociale contre les projets gouvernementaux, notamment la loi instaurant la généralisation de la sélection à l'entrée de l'Université.

La CGT apporte tout son soutien aux jeunes blessés, à l'intersyndicale de l'Université et aux associations.

Notre dénonciation de ces violences se traduira aussi par des dépôts de plaintes via nos syndicats locaux.

Cette tentative d'intimidation n'entamera pas notre détermination à poursuivre les luttes sociales en cours.

Montreuil, le 23 mars 2018